

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plérin

Plérin, le 05/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**LA CELTIQUE INDUSTRIELLE SAS**

ZA

12 rue Brindejanc des Moulinais  
BP 20140  
22190 Plérin

Références : 2025.361  
Code AIOT : 0005500249

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement LA CELTIQUE INDUSTRIELLE SAS implanté 12 rue Brindejanc des Moulinais 22190 Plérin. L'inspection a été annoncée le 16/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contrôle réalisé le 28 novembre 2024 dans l'entreprise « LA CELTIQUE INDUSTRIELLE », implantée sur la commune de Plérin, s'est déroulée dans le cadre du suivi des actions mises en œuvre pour répondre aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 29/08/2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LA CELTIQUE INDUSTRIELLE SAS
- 12 rue Brindejonc des Moulinais 22190 Plérin
- Code AIOT : 0005500249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CELTIQUE INDUSTRIELLE est spécialisée dans la conception et la fabrication de produits industriels de maintenance et de peintures. Le site de Plérin relève du régime de l'autorisation au titre ICPE et bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 08/04/1994.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
6	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 11/10/2023, article 4.14	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Cessation d'activité	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 1.7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Stockages extérieurs	Arrêté Préfectoral du 08/04/1994, article 2.I.1 et 2.I.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Mesures des émissions gazeuses	AP de Mise en Demeure du 29/08/2024, article 4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Rétention	AP de Mise en Demeure du 29/08/2024, article 5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection du 28/11/2025, l'inspection constate que l'exploitant a mis en œuvre des actions qui permettent de répondre aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 29/08/2024.

Bien que certaines d'entre elles soient perfectibles, l'inspection propose à M. Le Préfet de lever la mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 03/07/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 19/10/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Le 28/11/2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui fournir l'état de ses stocks. Celui-ci a présenté un document intitulé "Détail ICPE 28/11/2025" qui liste les produits en stock, en indiquant, d'une part, la rubrique ICPE pouvant être concernée et, d'autre part, la quantité présente au sein de l'établissement.</p> <p>L'inspection observe que ce document ne précise pas l'unité dans laquelle la quantité est exprimée.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il s'agit de kg, ce qui a permis de constater que l'exploitant respecte les valeurs autorisées par l'arrêté préfectoral du 08/04/1994 et les déclarations d'antériorité ultérieures.</p> <p>Cependant, l'inspection a également constaté la présence sur site de matières combustibles en différents lieux (bidons plastiques, papiers, cartons, palettes bois, déchets solvants, ...).</p>

Le jour de l'inspection, l'exploitant ne dispose pas d'état concernant ces matières combustibles.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Suite aux constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de compléter l'état des matières stockées sur le site « LA CELTIQUE INDUSTRIELLE » en indiquant les lieux de stockages et les quantités de matières combustibles présentes dans l'entreprise.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 1.7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/11/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant en informe le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état, prévues ou réalisées.
<b>Constats :</b>  Le 08/11/2024, l'exploitant a informé le Préfet qu'il avait cessé partiellement les activités soumises à la réglementation des installations classées, exercées sur son site de Plérin. En effet, depuis le 01/01/2015, la cabine de peinture, soumise à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique ICPE n° 2940-2-b, a été mise à l'arrêt. Afin de répondre aux exigences du code de l'environnement (R. 512-66-1 et R.512-66-3), l'exploitant a transmis à l'administration l'attestation de sécurité rédigée le 29/10/2024 par le Bureau Veritas, ainsi que l'étude associée. Ce document confirme que l'exploitant a réalisé les mesures nécessaires à la mise en sécurité du site, en procédant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• à l'enlèvement des déchets métalliques (traités en centre de traitement spécialisé) ;</li> <li>• à l'évacuation des déchets dangereux (peintures, résines, savons, emballages souillés, liquides chlorés, ...) par l'entreprise CHIMIREC ;</li> <li>• à un diagnostic de sol (analyses des solvants polaires, COHV, métaux, HCT, BTEX et HAP sur deux échantillons de sol prélevés le 04/09/2024) ;</li> <li>• à l'établissement d'un schéma conceptuel permettant d'identifier les éventuels transferts</li> </ul>

de polluants vers les cibles proches de l'installation classée ;  
L'inspection constate que :

- cette étude a été réalisée suivant la méthodologie nationale et qu'elle conclut sur le fait qu'il n'est pas nécessaire de mettre en œuvre un programme de surveillance des milieux ou une démarche d'analyse de la compatibilité de l'état des milieux hors du site ;
- que l'attestation de mise en sécurité a été rédigée par un organisme certifié dans les domaines de la cessation d'activité et de la gestion des sites et sols pollués ;

**De ce fait, l'inspection constate que l'exploitant répond à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/08/2024.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Stockages extérieurs

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/04/1994, article 2.I.1 et 2.I.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation des installations

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 29/11/2024

**Prescription contrôlée :**

**Article 2.I.1 :**

Les installations seront implantées, aménagées et exploitées conformément aux plans et notices joints à la demande d'autorisation. [...]

**Article 2.I.2 :**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable de la situation existante devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet des Côtes d'Armor avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

Par courrier du 06/06/2017, la société « La CELTIQUE INDUSTRIELLE » a informé la Préfecture de la construction d'une structure métallo-textile devant servir au stockage de produits divers.

Lors du contrôle mené le 17/01/2023, l'inspection avait constaté que les conditions de stockage des matières combustibles positionnées dans cette structure ne respectaient pas les hypothèses retenues pour la modélisation des flux thermiques ayant justifiée son implantation.

Il avait alors été demandé à l'exploitant de modifier l'organisation de ses stockages ou de mettre à jour la modélisation des flux thermiques en tenant compte des conditions réelles.

Par ailleurs, lors du contrôle mené le 03/07/2024, l'inspection avait également constaté que :

- les produits inflammables n'étaient plus stockés uniquement à l'intérieur du bâtiment principal mais que certains d'entre eux se retrouvaient maintenant dans des conteneurs

- métalliques positionnés à l'extérieur, à proximité de la limite de site ;
- la présence de nombreux déchets combustibles sur l'ensemble du terrain, notamment des produits solvantés positionnés en limite de site.

Il avait alors été demandé à l'exploitant d'étudier les flux thermiques émis par ses différents stockages extérieurs et d'identifier ceux qui seraient susceptibles d'avoir des effets domino, notamment sur les tiers.

Ces demandes font l'objet de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 29/08/2024..

Par mail du 15/10/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats d'une nouvelle étude Flumilog réalisée par le Bureau Veritas en septembre 2024.

Ce document tient compte de l'organisation mise en place par l'exploitant et modélise les flux thermiques qui se dégageraient en cas d'incendie des produits stockés :

- dans la structure métallo-textile ;
- dans les armoires métalliques utilisées pour stocker des produits inflammables.

En étudiant ce document, l'inspection constate que :

- en cas d'incendie dans la structure métallo-textile,
  - l'organisation des stockages, mise en place en 2024, permet de confiner les flux thermiques létaux sur l'emprise de la société ;
  - une petite portion du parking de l'entreprise voisine et une partie du trottoir de la rue « Lucien Rosengart » sont impactées par les flux thermiques correspondant aux effets irréversibles.
- en cas d'incendie au niveau du stockage des produits inflammables placés dans les armoires extérieures, une partie du site voisin est impacté par les effets domino, létaux et irréversibles.

Concernant les stockages positionnés dans la structure métallo-textiles, l'inspection constate que les zones impactées par les effets irréversibles sont des zones qui ne sont pas occupées en permanence par des personnes et que l'espace présent permet leur évacuation rapide. De ce fait, l'inspection considère cette situation comme acceptable.

De plus, le 28/11/2025, l'inspection a constaté que les stockages en place dans la structure métallo-textile étaient réalisés conformément aux hypothèses utilisées pour réaliser la modélisation Flumilog.

Toutefois, il a aussi été observé que des bouteilles de gaz et des déchets divers étaient positionnés sur une zone extérieure relativement proche de la structure métallo-textile. L'exploitant n'a pas su dire si ces produits étaient stockés à l'extérieur de la zone des effets domino (8 kW/m<sup>2</sup>) émis par l'incendie des stockages situés dans la structure modulaire.

Concernant les produits inflammables stockés dans les armoires métalliques extérieures, l'exploitant a indiqué avoir vidé l'armoire susceptible d'émettre des flux thermiques chez le voisin.

Le 28/11/2025, l'inspection a également constaté que les déchets solvantés qui étaient positionnés en limite de site avaient été déplacés sur une zone plus centrale.

Toutefois, l'inspection s'interroge sur la pertinence du nouvel emplacement dans la mesure où celui-ci est situé à proximité de nombreux IBC en plastique.

Compte tenu des éléments ayant été observés le 28/11/2025, l'inspection considère que l'exploitant répond à la prescription de l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 29/08/2024, bien que certaines améliorations soient attendues.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu des constats présentés ci-dessus, et bien que l'exploitant réponde à la prescription contrôlée, l'inspection demande à l'exploitant de :

- vérifier que ni les bouteilles de gaz, ni les déchets combustibles ne se trouvent dans la zone des effets domino associés à un incendie dans la structure métallo-textile ;
- déplacer l'armoire métallique ayant été vidée des produits inflammables, de telle sorte que les produits susceptibles d'y être stockés ne puissent provoquer d'effet sur les tiers ou une aggravation d'un scénario d'incendie ;
- étudier la possibilité de stocker les fûts contenant des produits solvantés et/ou inflammables à suffisamment loin des produits combustibles ou explosifs afin d'éviter d'aggraver les effets d'un sinistre ;
- transmettre à l'inspection un plan du site indiquant le positionnement actuel de l'ensemble des zones à risques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Mesures des émissions gazeuses**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 29/08/2024, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures des émissions gazeuses

**Prescription contrôlée :**

Conformément à l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, la société "La CELTIQUE INDUSTRIELLE" procède à la mesure de la qualité de ses émissions gazeuses de façon annuelle dans les conditions décrites dans la fiche n° 10 du rapport du 19 juillet 2024.

En particulier, l'exploitant transmettra à l'inspection [...] à compter de la notification du présent arrêté, les résultats des analyses des émissions gazeuses produites au niveau :

- l'atelier chimie,
- l'atelier peinture, que ce soit lors de la mise en oeuvre de produits solvantés "classiques" ou lors de la mise en oeuvre de produits à mention de danger H351 (fabrication de la peinture Celti40),
- lors de l'utilisation de l'acide fluorhydrique.

**Constats :**

Par mail du 27/01/2025, l'exploitant a fourni le compte-rendu de la société SOCOTEC transmettant le résultat des analyses effectuées sur les prélèvements réalisés le 06/12/2024 au niveau des rejets gazeux canalisés, émis par les ateliers "formulation peinture" et "formulation



chimie".

les résultats obtenus sont les suivants :

Atelier "formulation peinture" : concentration en COVNM : 113 mg/Nm<sup>3</sup> pour un flux canalisé de 1,764 kg/h.

Atelier "chimie" : concentration en COVNM : 24.59 mg/Nm<sup>3</sup> pour un flux canalisé de 0.029 kg/h.

Par mail du 17/03/2025, l'exploitant a fourni le compte-rendu de la société SOCOTEC transmettant le résultat des analyses effectuées sur les prélèvements réalisés le 17/02/2025 au niveau des rejets gazeux canalisés, émis lors d'une fabrication de produit nécessitant la mise en œuvre de l'acide fluorhydrique : concentration moyenne en acide fluorhydrique : 2.18 mg/Nm<sup>3</sup>.

L'inspection constate que :

- les flux horaires de COVNM rejetés dans les rejets canalisés sont inférieurs à 2 kg/h, valeur de flux à partir duquel s'applique la valeur limite d'émission en COVNM prescrite par l'article 6.7 de l'arrêté ministériel du 11/10/2023 applicable aux installations soumises à enregistrement sous la rubrique ICPE n° 2630 ;
- la concentration en acide fluorhydrique est inférieure à la valeur limite prescrite par l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral du 08/04/1994.

**Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection estime que l'exploitant répond à l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/08/2024.**

Cependant, l'inspection observe que seules les émissions canalisées ont été étudiées et que les émissions diffuses ont été négligées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Rétention

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 29/08/2024, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

Conformément à l'article 2 alinéa 9-9-3 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2014, la société "La Celtique Industrielle" procède [...] à la mise sur rétention des contenants utilisés pour le stockage de produits liquides susceptibles d'apporter une pollution dans le sol ou dans les eaux.

En particulier, il vérifiera que le volume de la rétention mise en œuvre est conforme à la prescription susvisée.

**Constats :**

Le 28/11/2025, l'inspection a constaté que l'ensemble des récipients contenant des produits dangereux étaient positionnés sur des rétentions souples.

Cependant, l'organisation des stockages, notamment des IBC plastique contenant des eaux de lavage de l'atelier peinture, occupe une place importante de la rétention et l'exploitant n'a pas pu démontrer que le volume effectivement disponible était supérieur ou égal à 50 % du volume stocké. D'autant plus que les rétentions sont situées à l'extérieur et se remplissent régulièrement d'eau de pluie.

L'exploitant indique qu'elles sont vidées régulièrement, soit en retirant les équerres qui

permettent de relever l'un des bords, soit en ouvrant la vanne qui a été installée sur la plus grande des rétentions.

L'inspection observe que la vanne est positionné dans une touffe d'herbe et ne présente pas d'indication concernant les positions d'ouverture ou de fermeture.

**L'inspection constate que l'exploitant s'est équipé de rétention pour répondre à l'article 5 de l'arrêté de mise en demeure du 29/08/2024** mais qu'il peut être utile de formaliser l'étape de vidage des rétentions afin de s'assurer que seule de l'eau de pluie s'y est accumulée et que la vanne a bien été refermée à la fin de l'opération de vidage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Vérification périodique et maintenance des équipements

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/10/2023, article 4.14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance [...] des éventuelles installations électriques [...]

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées dans un registre, dans lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

[...]

**Constats :**

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni le rapport rédigé par SOCOTEC suite au contrôle des installations électriques réalisé le 20/01/2025 ainsi que le certificat Q18 associé.

Ce certificat indique que l'installation contrôlée peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion pour cause de dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel. En complément, l'exploitant a également transmis une facture acquittée datée du 2 octobre 2025 correspondant au coût des travaux réalisés pour corriger cette anomalie.

Le 28/11/2025, l'inspection a interrogé l'exploitant sur la procédure mise en œuvre pour exploiter les rapports de contrôle et planifier les travaux de maintenance.

En séance, l'exploitant a indiqué qu'il n'existait pas de procédure formalisée ou de registre particulier pour tracer les actions réalisées.

Toutefois, à réception du rapport de contrôle, le directeur industriel se charge de le lire. Si des observations sont signalées, il transmet le rapport de contrôle au prestataire capable d'exécuter les travaux nécessaires à la remise en conformité, la facture acquittée servant alors de preuve de leur réalisation.

**L'inspection constate que l'exploitant répond à la prescription contrôlée dans la mesure où il fait contrôler ses installations électriques annuellement, fait réaliser les travaux nécessaires à la levée des observations et archive des éléments.**

Cependant, dans le cas particulier d'un Q18 identifiant des risques, l'inspection indique que l'exploitant aurait dû faire contrôler ses installations après travaux afin de vérifier que ceux-ci avaient effectivement permis d'écarter le risque identifié.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le prochain rapport de contrôle de ses installations électriques et le certificat Q18 associé afin de confirmer que le risque d'incendie /explosion a bien été écarté suite à la réalisation des travaux menés en octobre 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 3 mois